



# **Convention-cadre régionale IDF 2024-2027**

**Prism'emploi Île-de-France**

-

**APEC Île-de-France**

## Convention-cadre régionale

Entre

d'une part

### **Prism'emploi Île-de-France**

Dénommée Prism'emploi IDF dans la convention  
Professionnels du recrutement et de l'intérim  
dont le siège est situé 7 rue Mariotte, 75017 Paris  
Représenté par son président Mohand HEBBACHE

d'autre part

### **L'Association Pour l'Emploi des Cadres Île-de-France**

Dénommée dans la convention APEC IDF  
Association paritaire régie par la loi de 1901  
Sise au 96 bd Richard Lenoir, 75011 PARIS  
Représentée par Dominique Largaud, sa déléguée régionale

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

### **Préambule**

L'impact des crises sanitaire et économique a modifié le marché du travail en 2020 et 2021 en partie suivies d'une reprise forte en 2022, ce qui entraîné des besoins de compétences de cadres dans les entreprises sur un marché structurellement modifié rencontrant une pyramide des âges importante. En 2023, la demande de cadres s'est poursuivie : 331 000 cadres ont été recrutés par les entreprises, soit +7% par rapport à 2022.

Le rythme des mutations économiques et technologiques tendant à s'accélérer, alors même que la vie active devra s'allonger, la nécessité d'accompagner encore davantage les transitions professionnelles des cadres constitue un axe d'action partagé entre l'Apec IDF et Prism'emploi IDF.

C'est pourquoi l'Apec IDF et Prism'emploi IDF ont souhaité renforcer leurs relations en signant un accord qui permettra d'œuvrer en faveur de l'insertion des cadres demandeurs d'emploi, notamment les seniors, les jeunes diplômés et ceux dans une phase de transition professionnelle.

Le présent accord s'inscrit dans la déclinaison opérationnelle de l'accord national signé entre l'Apec et Prism'emploi le 8 novembre 2023.

## **I - Les partenaires**

### **Prism'emploi Île-de-France**

Prism'emploi est l'organisation professionnelle, qui regroupe les Professionnels du recrutement et de l'intérim. 1 696 agences d'emploi sont présentes en Île-de-France.

#### **Quatre principales missions :**

- Promouvoir le rôle et les activités des agences d'emploi : Prism'emploi contribue à promouvoir le rôle social et économique des agences d'emploi, les intérêts de la profession auprès de l'ensemble de ses partenaires (pouvoirs publics, parlement, administrations et collectivités territoriales...).
- Représenter la profession : Prism'emploi s'engage au niveau régional dans les actions et débats, et représente la profession au sein du Medef et la CPME.
- Informer les entreprises adhérentes : Grâce à son expertise, Prism'emploi apporte à ses entreprises adhérentes une information et une analyse d'ordre juridique, sociale et économique en parfaite adéquation avec leurs besoins.
- Négocier les accords de la branche du travail temporaire : Prism'emploi, au niveau national, négocie avec les syndicats de salariés les accords de la branche qui concernent les salariés intérimaires et les salariés permanents.

### **Chiffres clefs 2023 - Activité des agences d'emploi en Île-de-France**

#### **Intérim**

- 132 986 salariés intérimaires en équivalent temps plein (ETP) en Île-de-France

L'évolution de l'emploi intérimaire a été marquée par une baisse de l'activité de -10,3% en 2023. Ainsi, tous les grands secteurs d'activité sont impactés : l'industrie (-11,7%), BTP (-2,7%), le commerce (-21,2%), le transport et la logistique (-8,7%) et les services (-10,9%).

Pour les catégories socioprofessionnelles, seuls les cadres enregistrent une augmentation de +0,5% tandis que les employés, les ouvriers qualifiés et non qualifiés sont en recul de respectivement -15%, -10,2% et -13,5%.

43 486 CDI intérimaires en ETP sont comptabilisés en France en août 2024 dont 3 490 en Île-de-France.

#### **Recrutement**

25 797 recrutements en CDD-CDI ont été réalisés en 2022 par les agences d'emploi de Île-de-France pour le compte de leurs entreprises clientes, soit 24,2% de l'ensemble des recrutements au niveau national.

#### **Les opérateurs de la branche du travail temporaire :**

- AKTO : contribution de 1,9% de la masse salariale des ETT

- Fonds professionnel pour l'emploi dans le TT (FPETT) : contribution de 0,77% de la masse salariale des salariés intérimaires
- Fonds d'action sociale du TT (FASTT) : contribution de 0,15% de la masse salariale des ETT

## **APEC Île-de-France**

Acteur du marché de l'emploi des cadres, L'Apec informe, accompagne et conseille les cadres tout au long de leur parcours professionnel, dans leur démarche d'évolution ou de mobilité ainsi que les jeunes issus de l'enseignement supérieur pour les aider à préparer et réussir leur insertion professionnelle.

L'Apec informe, accompagne et conseille également les entreprises de tout secteur, et plus particulièrement les TPE-PME, afin d'optimiser leurs recrutements, renforcer l'efficacité de leurs pratiques RH et sécuriser le parcours professionnel de leurs collaborateurs cadres en développant la mobilité et les compétences internes.

Observatoire du marché de l'emploi cadre, L'Apec analyse et anticipe les évolutions grâce notamment à ses grandes enquêtes annuelles et ses études ad hoc auprès des cadres et des entreprises à propos des prévisions de recrutement des entreprises, la mobilité des cadres, l'insertion des jeunes diplômés, l'évolution des salaires, etc.

Aujourd'hui, plus de 40 000 entreprises et 800 000 cadres et jeunes utilisent les services de L'Apec, via le site [www.Apec.fr](http://www.Apec.fr) ou dans ses plus de 60 implantations en France et dans les DOM.

Les missions de L'Apec sont réaffirmées par un troisième mandat de service public 2022-2026, qui consolide l'action de L'Apec dans le champ de l'intérêt général, en complémentarité avec le service public de l'emploi. Ce mandat marque une ambition nouvelle dans certains domaines essentiels :

- Accompagner l'évolution professionnelle des cadres et jeunes diplômés pour sécuriser durablement leurs parcours, partout sur le territoire et à toutes les étapes de leur vie professionnelle, par une démarche de services personnalisés et proportionnés à leurs besoins et à leurs facteurs de risques sur le marché de l'emploi (notamment les cadres et jeunes diplômés en situation de handicap, DELD, résidant en QPV, seniors).
- Aider à la réussite des recrutements cadres, en particulier des TPE-PME, en apportant outils et méthodes adaptés, en agissant pour la transparence du marché par la diffusion d'offres d'emploi et de profils de candidats, et en favorisant les rapprochements avec de potentielles candidatures aux profils diversifiés.
- Eclairer, y compris de manière prospective, l'action des acteurs de l'emploi cadre en leur apportant des clés de compréhension du marché et des mutations du travail, issues de données, études et analyses nationales et territoriales, comme des retours d'expérience du terrain.

L'Apec est l'un des quatre opérateurs nationaux désignés par la loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie, dans son chapitre concernant le Conseil en évolution professionnelle (CEP), pour accompagner les projets d'évolution professionnelle des cadres et jeunes diplômés en emploi ou demandeurs d'emploi.

Enfin, conformément aux dispositions de l'Accord National Interprofessionnel sur la prévoyance des cadres du 17 novembre 2017, réaffirmées par l'ANI portant diverses orientations pour les cadres du 28 février 2020, il est confié à une Commission paritaire rattachée à L'Apec, la mission

d'examiner au sein de tout accord de classification de branche, et au sein de tout accord d'entreprise en cas de modification de l'accord de branche, le positionnement des emplois Cadres et assimilés. Les classifications agréées par la Commission paritaire rattachée à L'Apec permettent aux entreprises d'affilier légalement au régime de prévoyance décès obligatoire leur personnel cadres et assimilés en tant que catégorie objective de salariés.

### **La Délégation Régionale de l'Île de France**

Grâce à ses 265 collaborateurs professionnels des ressources humaines, en 2023 l'Apec en Île-de-France a accompagné plus de 97 000 cadres et jeunes diplômés dans leurs projets d'insertion ou d'évolution professionnelle et près de 10 000 entreprises dans leurs recrutements et pratiques.

En tant qu'opérateur du conseil en évolution professionnelle, l'Apec en Île-de-France a accompagné en 2023, 37 147 cadres bénéficiaires.

Par ailleurs, l'Apec en Île-de-France compte 11 implantations : Cergy-Pontoise, Évry, Saint-Ouen, Vincennes, Versailles, La Défense et Paris (Balard, Brune, Franklin-Roosevelt, Gare de Lyon, République) et deux implantations à venir à Massy et Saint Denis.

## **Article II – Objet de la convention**

Prism'emploi IDF et l'APEC IDF souhaitent par la présente convention, favoriser l'insertion professionnelle des cadres, des jeunes diplômés et des séniors, tout en sécurisant leur parcours professionnel et développer des synergies entre les centres APEC et les agences d'emploi adhérentes de Prism'emploi.

Le présent accord porte sur les modalités d'association de moyens décidées par les parties signataires afin d'apporter aux demandeurs d'emploi, aux entreprises et aux territoires des services complémentaires.

A ce titre, cet accord a quatre principaux objectifs :

- Faciliter la mise en relation des cadres et jeunes diplômés avec les agences d'emploi et plus particulièrement les TPE/PME,
- Sensibiliser les cadres et jeunes diplômés aux opportunités offertes par les agences d'emploi (intérim + recrutement) afin de favoriser leur insertion sur le marché du travail et d'acquérir des compétences diversifiées,
- Sensibiliser les cadres séniors aux possibilités offertes par les agences d'emploi pour les personnes très expérimentées (missions d'expertise de haut niveau, management de transition...),
- Permettre aux agences d'emploi adhérentes de Prism'emploi région d'avoir la meilleure connaissance possible des conseils par l'APEC sur le recrutement et de l'ensemble des services délivrés par l'APEC afin qu'elles puissent être un relais d'information.

## **III – Engagements réciproques**

Prism'emploi IDF et l'APEC IDF ont identifié 4 axes principaux de partenariat visant à agir ensemble sur le retour à l'emploi des demandeurs d'emploi et la satisfaction des besoins en recrutement des entreprises clientes des agences d'emploi. Ces axes de partenariat se

concrétisent par l'élaboration conjointe d'actions mises en œuvre opérationnellement au niveau des territoires :

1. Développer les relations entre les réseaux des délégations APEC IDF et des agences d'emploi adhérentes de Prism'emploi IDF
2. Favoriser la mise en relation entre les agences d'emploi adhérentes et les candidats (cadres et jeunes diplômés) et les salariés intérimaires cadres et l'APEC,
3. Optimiser la complémentarité des actions déployées en faveur de publics spécifiques,
4. Améliorer l'accompagnement des alternants.

### **Axe 1 - Développer les relations entre les centres APEC IDF et des agences d'emploi adhérentes de Prism'emploi IDF**

Prism'emploi s'engage à

- Présenter les activités des agences d'emploi (contrat de travail temporaire, CDI intérimaire, CDD-CDI, formation et accompagnement social) et statut du salarié intérimaire par lors de réunions en présentiel ou en visioconférence.

L'APEC s'engage à :

- transmettre des coordonnées des référents des centres APEC en région
- présenter aux adhérents Prism'emploi l'offre de services de l'APEC proposés aux employeurs soit par visioconférence ou en réunion en présentiel.

Les 2 parties s'engagent à favoriser les temps d'échanges entre les consultants de l'APEC et les adhérents de Prism'emploi sur des thématiques spécifiques et territoriales.

### **Axe 2 - Favoriser la mise en relation entre les agences d'emploi adhérentes et les candidats (cadres et jeunes diplômés) et les salariés intérimaires cadres et l'APEC,**

Prism'emploi s'engage

- dans le cadre d'une reconversion ou d'une évolution professionnelle de salariés intérimaires cadres, à informer les agences d'emploi adhérentes) sur les services d'accompagnement proposés par l'APEC,

L'APEC s'engage à

- sensibiliser les jeunes diplômés et des cadres via son réseau de consultants aux contrats de travail temporaires et CDI ainsi qu'à l'accompagnement réalisé par les agences d'emploi,
- inviter les agences d'emploi à tout évènement organisé sur la thématique du travail temporaire.

Les 2 parties s'engagent à coorganiser des job dating.

### **Axe 3 - Optimiser la complémentarité des actions déployées en faveur de publics spécifiques,**

Les 2 parties s'engagent à coorganiser dans les territoires des actions spécifiques de sensibilisation auprès des jeunes issus des quartiers prioritaires de la ville, personnes en situation de handicap, seniors, demandeurs d'emploi de longue durée, alternants.

Les agences d'emploi seront conviées à participer au dispositif « Talents séniors » de l'APEC destiné aux cadres de plus de 50 ans demandeurs d'emploi. Des exemples de retour à l'emploi de cadres demandeurs d'emploi via le travail temporaire seront partagés en valorisant les facteurs de réussites (exploration des diverses formes d'emploi, mise en œuvre de dispositifs de formation, prise en compte de l'articulation des différents temps de vie...).

#### **Axe 4 - Améliorer l'accompagnement des alternants**

Pour les alternants, salariés intérimaires ou salariés permanents cadres en contrat en alternance (professionnalisation ou apprentissage à partir de Bac+3 et plus) sous dispositif Préparation Opérationnelle à l'Emploi individuelle ou collective (POEI/POEC) proposé par France Travail pour un recrutement, l'APEC interviendra en tant qu'opérateur Conseil en Evolution Professionnelle (CEP) et dans le cadre de la sécurisation des parcours. L'APEC interviendra auprès des stagiaires de la formation avec un service d'accompagnement gratuit, adapté et sans engagement tout en respectant les règles de confidentialité et de volontariat.

#### **IV – Nature des prestations**

Il est déclaré que la présente convention ne concerne que des services prestés gratuitement par l'Apec, dans le cadre de ses missions de service public et au profit des bénéficiaires désignés par son statut et son mandat de service public, et non, sauf accord explicite entre les parties, des prestations au bénéfice de Prism'emploi ou de sa représentation régionale.

Sauf accord explicite, faisant l'objet d'un avenant à la présente convention, l'ensemble des actions visées sont assurées par chacune des parties en autonomie financière.

#### **V- Durée et pilotage de la convention de partenariat**

La présente convention prendra effet à sa date de signature pour une durée de trois ans. Un comité de pilotage, composé des représentants de Prism'emploi et de l'Apec, se réunira une fois par an. Il établira un bilan annuel des actions mises en œuvre au regard des axes de partenariat identifiés. La convention fera l'objet d'une feuille de route annuelle définie lors du comité de pilotage.

Le bilan annuel de la convention permettra d'évaluer les différentes actions entreprises et d'enrichir éventuellement les axes de collaboration.

#### **Pour l'Apec**

Dominique Largaud – Déléguée Régionale  
[Dominique.largaud@apec.fr](mailto:Dominique.largaud@apec.fr) – tel : 06 10 64 18 78

#### **Pour Prism'emploi**

## **VI – Communication et promotion du partenariat**

L'Apéc et Prism'emploi communiqueront à leur réseau respectif sur le présent accord auprès de leur équipe locale et agences d'emploi adhérentes. La communication médias autour de ce partenariat pourra se faire après une concertation entre les deux parties en vue d'un accord sur le contenu des communications préalablement à leur diffusion.

Les parties s'engagent à rendre visible le présent partenariat sur leur site Internet.

## **VII – Gestion des données**

Hormis dans le cadre des actions de communication réalisées en exécution du présent accord, les parties signataires s'engagent à conserver confidentielles, tant pendant l'exécution de l'accord qu'après la fin de celui-ci, les informations relatives à la loi en vigueur sur la protection des données personnelles auxquelles elles pourraient avoir accès dans le cadre de l'exécution de cet accord et ses déclinaisons, sous quelques formes et supports que ce soit.

Chaque partie est responsable, chacune pour son propre usage, des données à caractère personnel qu'elle recueille au cours de l'exécution du présent contrat conformément au Règlement Général relatif à la Protection des Données 2016/679 ("RGPD"). Les coordonnées des contacts de chaque partie figurant, au jour de la signature du présent contrat, sont conservées dans le système d'information de chaque partie pour les besoins du présent partenariat et pendant la durée du contrat. Elles sont hébergées dans un pays de l'Union Européenne ou auprès d'un prestataire s'étant engagé par écrit à respecter un niveau de protection équivalent.

Conformément aux articles 15 et suivants du RGPD, chaque partie prend les dispositions qui lui incombent permettant qu'un droit d'accès, de rectification, de suppression des données puisse être exercé et traité dans un délai inférieur à 30 jours par courrier ou email adressé directement à l'une ou l'autre des parties.

## **VIII - Résiliation**

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des Parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet en tout ou partie.

## **IX - Règlement des litiges**

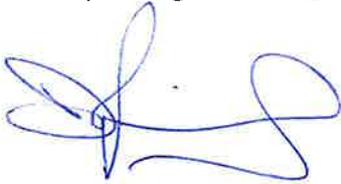
La présente convention est soumise au droit français. En cas de litige lié à l'interprétation ou à son exécution, les Parties conviennent de régler leurs différends par accord amiable, à défaut par les tribunaux compétents.

Fait en deux exemplaires originaux, remis à chacune des parties

A Paris, le 20 novembre 2024

Pour l'Apec Île-de-France

Dominique Largaud, Déléguée Régionale



Pour Prism'emploi Île-de-France

Mohand HEBBACHE - président



**Annexe 1**

-

### Listes des responsables des centres sur les territoires en IDF

<b>Centre</b>	<b>Responsable</b>	<b>Adresse</b>
<b>Paris Gare de Lyon</b>	<b>Catherine Fontaine-Viret</b>	<b>Catherine.fontaine-viret@apec.fr</b>
<b>Paris Franklin Roosevelt</b>	<b>Sébastien Fromm</b>	<b>Sebasten.fromm@apec.fr</b>
<b>Paris République</b>	<b>Laurent Martinez</b>	<b>Laurent.martinez@apec.fr</b>
<b>Paris Balard</b>	<b>Fabrice Césaire</b>	<b>Fabrice.cesaire@apec.fr</b>
<b>Paris Brune</b>	<b>Idem Balard</b>	
<b>Versailles</b>	<b>Florence Séqualino</b>	<b>Florence.sequalino@apec.fr</b>
<b>Cergy</b>	<b>Yohann Morin</b>	<b>Yohann.morin@apec.fr</b>
<b>La Défense</b>	<b>Françoise Triplet</b>	<b>Françoise.triplet@apec.fr</b>
<b>Evry</b>	<b>François Cousin</b>	<b>François.cousin@apec.fr</b>
<b>Paris Vincennes</b>	<b>Emmanuelle Dussine</b>	<b>Emanuelle.dussine@apec.fr</b>